

Service santé et protection animale, environnement
1120 route de Saint-Gilles
Mas de l'agriculture
30023 Nîmes

NIMES, le 14/04/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/04/2023

Contexte et constats

Publié sur 

AVI D'OC

LES VERGERS
30210 Lédénon

Références : DDPP30 2023 00763
Code AIOT : 0053000693

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/04/2023 dans l'établissement AVI D'OC implanté MARCASSAN NORD Chemin du Mas Magneul 30320 Marguerittes. L'inspection a été annoncée le 07/04/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection est réalisée dans le cadre du PPC (plan pluriannuel de contrôles des ICPE) qui fixe une périodicité pour ce site de 3 ans.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AVI D OC
- MARCASSAN NORD Chemin du Mas Magneul 30320 Marguerittes
- Code AIOT : 0053000693
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'EARL AVI D'OC exploite sur la commune de Marguerittes un élevage de volailles, d'une capacité autorisée de 85 000 places. Le site dispose d'un arrêté d'autorisation au nom du Couvoir Cévennes Camargue n°10.035N du 28 mai 2010. Cependant, la densité animale a régulièrement augmenté jusqu'à atteindre aujourd'hui sur le site un effectif de 108 000 poulettes (PAC 2018).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- dossier ICPE
- eau
- effluents
- risques

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 4	/	Sans objet
2	Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6	/	Sans objet
3	Généralités	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10	/	Sans objet
5	Dispositif de prévention des accidents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14	Non conformité relevée à la précédente inspection (25/11/2020)	Sans objet
6	Prélèvements et consommation d'eau	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18	/	Sans objet
9	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 37	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Dispositions constructives	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13	/	Sans objet
8	Déchets et sous-produits animaux	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 34	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

A l'issue de l'inspection, il a été constaté plusieurs points de non conformité donc un récurrent qui a déjà été relevé par l'inspection (absence de vérification récente des installations électriques). Cela doit être réalisé sans délai et un rapport de vérification périodique effectué par un organisme compétent doit être envoyé à l'inspection sous un délai de 30 jours au delà de cette date il sera proposé à Mme la Préfète et selon les dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement de vous mettre en demeure de faire réaliser cette vérification.

Les points ci-dessous doivent faire également faire l'objet d'une mesure corrective :

- mise à jour du plan d'épandage suite au passage en "bio" : délai 60 jours pour envoi à l'inspection
- nettoyage des armoires électriques poussiéreuses et du local de réception de l'eau du forage : délai de 15 jours pour envoi de preuves photographiques à l'inspection
- nettoyage et curage des fossés bordant le site : délai 15 jours pour envoi de la facture et preuve

photographique à l'inspection

- relevé des consommations d'eau depuis le début de l'année 2013 : délai 30 jours
- prouver que les raccordements au réseau public et au forage sont équipés d'un dispositif de disconnexion muni d'un système de non-retour, le cas échéant les mettre en place : délai 30 jours

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 4
Thème(s) : Élevage, Dispositions générales
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :- un registre à jour des effectifs d'animaux présents dans l'installation, constitué, le cas échéant, du registre d'élevage tel que prévu par le code rural et de la pêche maritime ;- les différents documents prévus par le présent arrêté, à savoir :- le registre des risques (art. 14) ;- le plan des réseaux de collecte des effluents d'élevage (cf. art. 23) ;- le plan d'épandage (cf. art. 27-2) et les modalités de calcul de son dimensionnement (cf. art. 27-4) ;- le cahier d'épandage, y compris les bordereaux d'échanges d'effluents d'élevage, le cas échéant (cf. art. 37) ;- les justificatifs de livraison des effluents d'élevage à un site spécialisé de traitement, le cas échéant (cf. art. 30), et/ou le cahier d'enregistrement des compostages, le cas échéant (cf. art. 39), et/ou le registre des résultats des mesures des principaux paramètres permettant de s'assurer la bonne marche de l'installation de traitement des effluents d'élevage si elle existe au sein de l'installation (cf. art. 38) ;- les bons d'enlèvements d'équarrissage (cf. article 34).Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.
Constats : Les éléments suivants du dossier ICPE ont pu être consultés sur place : <ul style="list-style-type: none">- le registre d'élevage tenu par bâtiment- le contrat de collecte et de traitement des matières C1 avec SECANIM + bons d'enlèvement- le registre de vérification des extincteurs (sur feuille volante) + facture 2022 (14 extincteurs vérifiés)- plan des zones de risque- le registre d'achat d'aliments- les données de la maintenance effectuée par le logiciel AVITOUCH (registre de quantité d'aliments et d'eau distribuée par jour et par bâtiment, registre de pesées, registre de température-hygrométrie...) Sont absents : <ul style="list-style-type: none">- la réactualisation du plan d'épandage suite au passage en "Bio" de l'élevage- la vérification périodique des installations électriques (dernière datant de 2015)- le relevé des consommations d'eau
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 2 : Dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6
Thème(s) : Risques chroniques, Aménagement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations et leurs abords, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté.
Constats : L'établissement est bien intégré dans le paysage. Les fossés qui encadrent le site ne sont pas en bon état d'entretien.
Type de suites proposées : Susceptible de suites – délai 15 jours

N° 3 : Généralités

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10
Thème(s) : Élevage, Généralités
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Toutes dispositions sont prises aussi souvent que nécessaire pour empêcher la prolifération des insectes et des rongeurs ainsi que pour en assurer la destruction.
Constats : Présence de poussière (nombreuses toiles d'araignée) dans les armoires électriques de certains bâtiments. Le local de réception d'eau du forage est en état d'entretien insuffisant, présence d'amas important de poussière, saleté et plumes.
Type de suites proposées : Susceptible de suites – délai 15 jours

N° 4 : Dispositions constructives

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13
Thème(s) : Élevage, Dispositions constructives
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : A défaut des moyens précédents, une réserve d'eau d'au moins 120 m ³ destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances.— s'il existe un stockage de fioul ou de gaz, par la mise en place à proximité d'un extincteur portatif à poudre polyvalente de 6 kilogrammes, en précisant : « Ne pas se servir sur flamme gaz » ;— par la mise en place d'un extincteur portatif « dioxyde de carbone » de 2 à 6 kilogrammes à proximité des armoires ou locaux électriques. Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur. Sont affichées à proximité du téléphone urbain, dans la mesure où il existe, et près de l'entrée du bâtiment, des consignes précises indiquant notamment :— le numéro d'appel des sapeurs-pompiers : 18 ;— le numéro d'appel de la gendarmerie : 17 ;— le numéro d'appel du SAMU : 15 ;— le numéro d'appel des secours à partir d'un téléphone mobile : 112 ; ainsi que les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'installation.
Constats : Présence d'un extincteur portatif en proximité immédiate de la cuve de fioul. L'extincteur a été vérifié par un organisme agréé comme l'ensemble des extincteurs du site en janvier 2022.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Dispositif de prévention des accidents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14
Thème(s) : Élevage, Dispositif de prévention des accidents
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un plan des zones à risque d'incendie ou d'explosion telles que mentionnées à l'article 8, les fiches de données de sécurité telles que mentionnées à l'article 9, les justificatifs des vérifications périodiques des matériels électriques et techniques et les éléments permettant de connaître les suites données à ces vérifications sont tenus à la disposition des services de secours et de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, dans un registre des risques.
Constats : Existence d'un plan répertoriant les zones de risques (flux thermiques et explosion), par contre absence d'une vérification périodique récente des installations électriques (la dernière datant de 2015).
Type de suites proposées : Susceptible de suites - délai 30 jours

N° 6 : Prélèvements et consommation d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18
Thème(s) : Élevage, Prélèvements et consommation d'eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé hebdomadairement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m ³ par jour, mensuellement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation. En cas de raccordement, sur un réseau public ou sur un forage en nappe, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnexion.
Constats : L'exploitant n'a pas été en mesure de fournir les relevés de consommation d'eau ni de confirmer que les raccordements au réseau public et au forage sont équipés d'un dispositif de disconnexion muni d'un système de non-retour.
Type de suites proposées : Susceptible de suites - délai 30 jours

N° 8 : Déchets et sous-produits animaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 34
Thème(s) : Élevage, Déchets et sous-produits animaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les déchets de l'exploitation, notamment les emballages et les déchets de soins vétérinaires, sont stockés dans des conditions ne présentant pas de risques (prévention des envols, des infiltrations dans le sol et des odeurs, etc.) pour les populations avoisinantes humaines et animales et l'environnement. En vue de leur enlèvement, les animaux morts de petite taille (comme les porcelets ou les volailles par exemple) sont placés dans des conteneurs étanches et fermés, de manipulation facile par un moyen mécanique, disposés sur un emplacement séparé de toute autre activité et réservé à cet usage. Dans l'attente de leur enlèvement, quand celui-ci est différé, sauf mortalité exceptionnelle, ils sont stockés dans un conteneur fermé et étanche, à température négative destiné à ce seul usage et identifié. Les bords d'enlèvements d'équarrissage sont tenus à disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.
Constats : Présence d'un local dédié avec congélateur pour le stockage des cadavres en attente d'enlèvement. Le local ainsi que le congélateur sont en bon état d'entretien. Au moment de l'inspection seuls quelques cadavres de poules emballés dans un sac plastique étanche étaient présents dans le congélateur. Dans une pièce attenante au local et donnant sur l'extérieur, présence de 2 bacs d'enlèvement d'équarrissage permettant le transfert du contenu du congélateur vers le camion d'équarrissage. Les 2 bacs sont en état d'entretien correct.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 37
Thème(s) : Élevage, Autosurveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un cahier d'épandage, tenu sous la responsabilité de l'exploitant et à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées pendant une durée de cinq ans, comporte pour chacune des surfaces réceptrices épandues exploitées en propre :
Constats : Les documents concernant l'épandage (plan, cahier, bilan agronomique) ne sont plus à jour en raison du passage récent aux normes "bio" de l'élevage.
Type de suites proposées : Susceptible de suites – délai 60 jours